

COMPTE RENDU DÉFINITIF DE LA  
HUIT CENT QUATRE-VINGT-UNIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

tenue au Palais des Nations, à Genève,  
le jeudi 9 août 2001, à 10 h 15

Président: M. Carlos Amat Forés (Cuba)

Le PRÉSIDENT (*traduit de l'espagnol*): Je déclare ouverte la 881<sup>e</sup> séance plénière de la Conférence du désarmement.

Selon le secrétariat, aucun orateur n'est inscrit sur la liste pour aujourd'hui et je vais donc présenter brièvement les résultats des consultations que j'ai tenues avec diverses délégations.

En tant que Président, j'ai continué à tenir d'intenses discussions avec un vaste éventail de délégations appartenant aux divers groupes présents à la Conférence. J'ai l'intention de poursuivre dans cette voie en tenant des consultations cette semaine et la suivante. Les observations préliminaires que je peux faire, compte tenu des informations que j'ai reçues et des échanges de vues qui ont eu lieu, sont les suivantes.

Premièrement, j'ai observé d'importantes manifestations d'appui de toutes les délégations avec lesquelles je me suis entretenu aux efforts faits par la présidence pour trouver un dénominateur commun qui permette de sortir de l'impasse dans laquelle nous nous trouvons en ce qui concerne les questions de fond inscrites au programme de travail. Je me félicite de cet appui qui m'encourage véritablement à continuer d'aller de l'avant.

Avec cet appui, j'étudie toutes les possibilités qui s'offrent à nous en tentant de trouver les moyens qui nous permettraient, à défaut de régler le problème dans sa totalité, de faire au moins les quelques pas, aussi petits soient-ils, qui nous permettraient de progresser et de créer des conditions favorables à la réalisation d'un consensus sur le programme de travail.

Cependant, les entretiens que j'ai eus montrent à nouveau que ce qui se passe en dehors de la Conférence, en particulier le scénario actuel touchant les stratégies et la sécurité internationale, a des effets négatifs sur cette instance et l'affecte beaucoup plus que ne le souhaiteraient la majorité d'entre nous.

Il existe actuellement de grandes attentes quant aux effets que la dynamique actuelle des événements internationaux pourrait avoir sur les travaux de la Conférence. Cependant, il semble que la majorité des délégations tende à penser que les perspectives d'avenir immédiates de la Conférence ne sont pas très encourageantes.

Il convient en outre de constater qu'une opinion largement partagée par de nombreuses délégations est qu'une difficulté supplémentaire tient au peu de temps qui nous reste avant la fin de la session annuelle de la Conférence, ce qui entrave les efforts faits pour progresser sur les questions de fond inscrites au programme de travail.

Dans cette situation difficile, un signe encourageant a été le désir exprimé par les délégations de maintenir la crédibilité de la Conférence et son existence en tant qu'unique instance multilatérale de négociation sur toutes les questions touchant les traités relatifs au désarmement.

Bien que les possibilités réelles d'avancer et de parvenir à un consensus sur le programme de travail restent actuellement très limitées, la majorité des délégations ont souligné la nécessité de conserver ce que nous avons appelé la «proposition Amorim» comme base pour poursuivre les consultations.

Il est reconnu que cette proposition constitue l'aboutissement d'une série d'efforts faits par les membres de la Conférence et ses présidents successifs pour dégager un consensus.

Mon intention est de conserver cette proposition telle quelle à moins que n'apparaissent dans les prochains jours des indications claires de l'existence de possibilités réelles de progresser en la modifiant quelque peu.

D'autre part, j'ai constaté lors des consultations que les délégations appuyaient largement les travaux des trois coordonnateurs spéciaux désignés sous la présidence de l'Ambassadeur de Colombie, M. Camilo Reyes, et étaient prêtes à y contribuer.

De nombreuses délégations pensent que la désignation de ces coordonnateurs spéciaux est un signe positif et une façon de maintenir la Conférence en activité jusqu'à ce qu'elle puisse sortir de l'impasse actuelle quant aux questions de fond.

Il est important de souligner, alors que l'on juge extrêmement utile le travail réalisé par les trois coordonnateurs spéciaux, qu'il existe une large convergence de vues entre les délégations sur la nécessité d'avancer sur les questions de fond qui constituent en définitive la principale raison d'être de cet organe.

Lors des consultations informelles à participation non limitée qui ont eu lieu jeudi dernier à la demande du Coordonnateur spécial sur l'amélioration et l'efficacité du fonctionnement de la Conférence, le distingué Ambassadeur de Sri Lanka, M. Prasad Karyawasam, nous avons noté la participation très active des délégations; elles ont selon nous clairement montré qu'il fallait disposer d'un temps raisonnable pour continuer le processus de discussion récemment engagé sur les trois questions dont les coordonnateurs spéciaux sont chargés et, éventuellement parvenir à des accords par consensus.

À cet égard, nous étudions dans quelle mesure les délégations seraient prêtes à approuver la prolongation du mandat des coordonnateurs spéciaux pendant la session de 2002. Si les résultats sont positifs, nous formulerons une recommandation en ce sens à l'intention du prochain Président, qui, comme chacun le sait, sera le représentant de l'Équateur, pour inclusion dans le rapport de la présente session.

Telles sont les observations sur les consultations que j'ai menées.

Une délégation souhaite-t-elle prendre la parole?

Ce n'est apparemment pas le cas.

Nos travaux sont ainsi terminés pour aujourd'hui.

La prochaine séance plénière aura lieu le jeudi 16 août à 10 heures.

*La séance est levée à 10 h 25.*

-----